

Arrêté préfectoral complémentaire du 22 MAI 2023
portant autorisation de défrichement et modification des périodes de travaux
concernant l'exploitation par la société Saint-Amans Énergies du
parc éolien situé sur le territoire de la commune de Saint-Amans-Valtoret

Le préfet du Tarn,

- Vu** le code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5 ;
- Vu** le code forestier, notamment ses articles L 341-1 à L342-1, R 341-1 et suivants, D341 7-1 et D341 7-2 ;
- Vu** l'ordonnance n°2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale ;
- Vu** le décret n°2017-81 du 26 janvier 2017 relatif à l'autorisation environnementale ;
- Vu** le décret du président de la République du 26 janvier 2022 portant nomination de Monsieur François-Xavier LAUCH, en qualité de préfet du Tarn ;
- Vu** le décret du Président de la République du 28 mai 2018 portant nomination de Monsieur François PROISY, sous-préfet de Castres ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 18 janvier 2023 portant délégation de signature à Monsieur François PROISY, sous-préfet de Castres ;
- Vu** la décision du Ministère de l'agriculture et de l'alimentation en date du 5 août 2022 fixant le barème indicatif de la valeur vénale moyenne des terres agricoles en 2021 ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 25 juillet 2017 fixant les seuils de surface des bois et forêts dans lesquels l'autorisation de défrichement est requise ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 25 juillet 2017 établissant la liste et la nature des travaux de compensation que tout bénéficiaire d'une autorisation tacite de défrichement devra exécuter, ainsi que la base de calcul et le montant de l'indemnité équivalente qu'il devra acquitter à défaut de réaliser ces travaux en application de l'article R 341-4 du Code forestier ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 12 juillet 2018 relatif au débroussaillage réglementaire en lien avec la prévention des incendies d'espaces naturels combustibles et précisant les prescriptions applicables en matière de pâturage et de défrichement après incendie.
- Vu** l'arrêté d'autorisation environnementale du 26 novembre 2021, comprenant une autorisation de défrichement, pour la construction du Parc éolien composé de 5 aérogénérateurs sur le territoire de la commune de Saint-Amans-Valtoret par la société Saint-Amans Énergies ;
- Vu** le porter à connaissance, en date du 6 janvier 2023, complété le 14 février 2023 par la Société Saint-Amans Énergies relatif à l'augmentation de la surface de défrichement et à la modification de la période de travaux ;
- Vu** les pièces du dossier jointes à la demande visée ci-dessus ;
- Vu** les cartes de l'aléa incendie de forêt dans le Tarn ;

- Vu** le rapport du 24 avril 2023 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées ;
- Vu** les observations sur ce projet d'arrêté présentées par le demandeur par courriel en date du 9 mai 2023 ;

CONSIDÉRANT que l'aléa incendie de forêt sur les lieux du projet est fort à très fort sur une partie du périmètre du projet d'après le plan départemental de protection des forêts contre l'incendie approuvé le 18 septembre 2017 ;

CONSIDÉRANT que les éoliennes E6 et E7 ainsi qu'une partie des chemins d'accès sont soumises à une obligation légale de débroussaillage, telle que définie dans l'arrêté du 12 juillet 2018 ;

CONSIDÉRANT qu'il résulte de l'instruction que la conservation des bois ou des massifs qu'ils complètent, ou le maintien de la destination des sols n'est nécessaire pour aucun des motifs mentionnés à l'article L 341-5 du Code Forestier ;

CONSIDÉRANT que la qualité des bois défrichés justifie d'un coefficient 2 pour la surface en cause, en raison du rôle économique et écologique particulier des bois concernés par le projet ;

CONSIDÉRANT que la modification du parc ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R. 181-46.I du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'aux termes de l'article L. 181-14 du code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 peut être imposée par l'autorité administrative, à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées ;

CONSIDÉRANT que ces prescriptions doivent être fixées par arrêté complémentaire du préfet conformément à l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de prendre des mesures spécifiques en phase travaux ;

CONSIDÉRANT les mesures prévues, notamment durant les phases de travaux d'installation visant à protéger la biodiversité des milieux des habitats et de la flore et qui imposent en particulier l'encadrement de ces travaux par un écologue habilité durant cette phase spécifique de la vie de l'installation ;

CONSIDÉRANT que les mesures prévues par l'exploitant, sont de nature à réduire l'impact sur la biodiversité ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Tarn

ARRÊTE

Article 1. Défrichement

Les dispositions du titre III de l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2021 sont complétées par les dispositions suivantes :

Article 1.1.

La société SAINT-AMANS ÉNERGIES est autorisée à procéder au défrichement complémentaire de 2,5686 ha de bois situés sur la commune de SAINT-AMANS-VALTORET et dont les références cadastrales sont les suivantes :

| Commune | section | n° | surface cadastrale | surface autorisée |
|----------------------|---------|-----|--------------------|-------------------|
| SAINT-AMANS-VALTORET | C | 126 | 0 ha 24 a 39 ca | 0 ha 04 a 19 ca |
| | | 127 | 0 ha 14 a 46 ca | 0 ha 03 a 98 ca |
| | | 128 | 0 ha 47 a 47 ca | 0 ha 12 a 40 ca |
| | | 129 | 119 ha 09 a 80 ca | 0 ha 65 a 09 ca |
| | | 130 | 0 ha 39 a 83 ca | 0 ha 04 a 07 ca |
| | | 131 | 0 ha 04 a 31 ca | 0 ha 00 a 58 ca |
| | | 132 | 0 ha 49 a 14 ca | 0 ha 17 a 32 ca |
| | | 133 | 0 ha 50 a 38 ca | 0 ha 11 a 36 ca |
| | | 134 | 0 ha 00 a 27 ca | 1 ha 37 a 87 ca |

La présente autorisation est subordonnée au versement d'une indemnité forfaitaire arrondie à 26 251 € équivalente aux travaux de reboisement compensateur, au Fonds stratégique de la forêt et du bois, avant le délai d'une année à compter de la notification de la présente autorisation.

Article 1.2.

En matière de réduction des risques naturels d'incendies de forêt, la présente autorisation est subordonnée au débroussaillage et au maintien en état débroussaillé, dans les zones soumises à cette obligation, d'une bande de 50 mètres de profondeur autour du mat de chaque éolienne et autour des constructions de toute nature. Concernant les voies de circulation interne, une bande de 2 m de part et d'autre de la bande de roulement avec un dégagement d'au moins 3,5m de hauteur devra également faire l'objet d'un débroussaillage. Cette obligation est assortie de l'interdiction de stocker des rémanents d'un diamètre supérieur à 7,5 cm fin bout en forêt à moins de 5 m d'une voie. Le débroussaillage est réalisé dans les conditions définies par le Code forestier, l'arrêté préfectoral du 12 juillet 2018. Les travaux de débroussaillage devront être réalisés dès l'obtention de l'autorisation et son affichage sur le terrain. Les travaux de maintien en état débroussaillé devront assurer, tout au long des années futures, la sécurité des personnes et des biens.

Article 1.3.

Le défrichement devra être exécuté conformément à l'objet figurant dans la demande.

Article 2. Dates d'intervention

Les périodes d'intervention des travaux définies aux 2 premiers alinéas de l'article 3.3 du titre III de l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2021 sont modifiées comme suit :

Afin de préserver les espèces, les travaux de débroussaillage, de déboisement, de coupes d'arbres ou de défrichement (si nécessaire) ont lieu entre le 1er août et le 15 novembre. Cependant, en cas d'impossibilité de tenir ce planning, ces travaux pourront également avoir lieu entre novembre et février, uniquement pour les secteurs sans enjeux vis-à-vis des chiroptères (pas d'arbres-gîtes).

Afin de limiter les risques de perturbation des cycles biologiques de l'avifaune et en particulier de certains rapaces, tous les travaux liés à la construction, au démantèlement des éoliennes tels que le décapage et le terrassement sont interdits du 1er mars au 31 juillet.

Article 3. Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article à l'article R.181-50 du code de l'environnement et R.311-5 du code de la justice administrative, il peut être déféré auprès la juridiction administrative compétente, la Cour administrative d'appel de Toulouse, soit par voie postale, soit par Télérecours (www.telerecours.fr) :

1° Par le demandeur ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 4. Affichage et publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

1° Une copie de l'arrêté est déposé à la mairie de Saint-Amans-Valtoret et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Saint-Amans-Valtoret pendant une durée minimum d'un mois. Le maire de la commune de Saint-Amans-Valtoret fera connaître par procès verbal, adressé à la préfecture du Tarn , l'accomplissement de cette formalité.

3° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Tarn pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 5. Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Tarn , le sous-préfet de l'arrondissement de Castres, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et le maire de Saint-Amans-Valtoret sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de la commune de Saint-Amans-Valtoret et au bénéficiaire du présent arrêté, la société Saint-Amans Énergies.

Fait à Albi, le 22 MAI 2023

Pour le préfet, par délégation,
Le sous-préfet de Castres


François PROISY